



Conseil national 1^{er} et 2 octobre 2022

RÉSOLUTION POLITIQUE

La domination du Capital à l'échelle internationale est marquée par une concentration dans quelques mains, une financiarisation accrue et une logique spéculative délirante. Cela se traduit par des politiques toujours plus brutales contre les peuples, l'écosystème et la démocratie. L'extrême droite, sous différents avatars, offre ses services de chien de garde et place ses pions dans de nombreux pays. La période qui s'ouvre est explosive sur tous les plans.

- La crise géopolitique s'approfondit, avec la guerre d'Ukraine, et avec la volonté des États-Unis d'aller à l'affrontement avec la Chine (abandon de « l'ambiguïté stratégique »).
- L'accélération de la crise écologique et sa prise de conscience est patente.
- La dislocation des chaînes de production internationalisées, combinée avec la crise énergétique, crée une situation où les banques centrales visent explicitement à plonger dans la récession les économies des États-Unis et, avec un certain retard, des pays européens.
- Elle l'est tout particulièrement en France. Là où d'autres pays européens tentent des palliatifs, le président Macron vient de marquer plus nettement sa volonté d'aller à l'affrontement, en particulier sur les retraites comme sur la non-taxation des super profits. Il refuse aussi toute politique de hausse des salaires. Cet entêtement, à contre-courant d'une partie des pays européens, peut-être en lien avec l'avortement de son CNR, est une conséquence de situation inédite de non-majorité à l'Assemblée, et du dynamisme de la NUPES ...

1- Les crises

Les guerres

Il y a des guerres dont on ne parle pas : au Yémen, en Erythrée, en Syrie, en zone Sahélienne. Il y en a une dont on parle beaucoup : celle en Ukraine. Certes l'agresseur est russe, mais le reniement par l'Ukraine de ses engagements pris dans le mémorandum de Budapest de 1994 réaffirmé en 2009, le comportement agressif de l'OTAN cherchant à s'implanter dans les pays restés jusqu'ici dans une certaine neutralité, ont provoqué la Russie, pendant près de trente ans.

L'invasion par la Russie est pour autant inacceptable.

La guerre en Ukraine s'éternise par la volonté de deux impérialismes : l'impérialisme russe qui vit sur le fantasme de la Grande Russie et l'impérialisme américain qui y voit un moyen de vendre ses armes aux européens et d'accroître leur dépendance

économique en détournant des circuits traditionnels d'approvisionnement en énergie et en denrées alimentaires. Le peuple ukrainien, victime des atrocités perpétrées par certaines unités russes, est pris en otage par un président réactionnaire et jusqu'au-boutiste qui, sous l'apparence d'un bon acteur, est en fait la marionnette du néolibéralisme que l'Occident cherche à imposer sur les marches de la Russie.

Les pays qui proclamaient leur neutralité (Finlande et Suède) demandent leur entrée à l'OTAN, d'autres comme le Danemark intègrent le dispositif militaire de l'UE et les Norvégiens acceptent la présence de soldats américains sur leurs bases. Biden vient donc de passer d'une politique d'aide à la défense de l'Ukraine contre l'agression russe en une politique visant à saper le pouvoir et l'influence de la Russie elle-même, avec la volonté de mettre la main sur le continent européen et de détourner les Chinois d'une alliance trop visible avec la Russie.

L'annexion des territoires de l'Est de l'Ukraine par la Russie est inacceptable politiquement et du point de vue du droit international qui garantit l'intégrité et l'inviolabilité des frontières. La fuite en avant de Poutine a pour conséquence de remettre en selle l'OTAN et la présence étatsunienne sur l'ensemble du territoire européen.

Nous voulons continuer le combat anti-impérialiste au XXI^e siècle et, surtout, voulons défendre la paix mondiale avant que le pire n'arrive.

« *Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage* » (Jean Jaurès). Dépassé par le chaos qu'il a lui-même engendré et poussé par les lobbies des armuriers (qui se font dans l'affaire « un pognon de dingue »), le capitalisme actuel distille doucement et insidieusement dans les médias à son service l'idée d'une guerre inéluctable, allant jusqu'à la justifier par l'impérieux combat de la démocratie contre « les forces obscurantistes et totalitaires ». Le Parti de Gauche doit reprendre le flambeau de Jaurès et lancer une campagne nationale pour la défense de la paix : c'est l'autre « rupture » qu'il nous faut entreprendre ! Le capitalisme mène périodiquement à la guerre, le socialisme emprunte la voie de la paix, l'écosocialisme la rend possible et pérenne en ménageant notre terre commune.

Le Parti de Gauche n'écoute pas les sirènes guerrières américano-russes qui précipitent les peuples européens dans la misère et dans la dépendance. Seule une politique de non-alignement en alliance avec les pays du Sud peut nous permettre de relever la tête et de retrouver la paix propice au bonheur des peuples. Cette crise doit permettre à notre pays de mener à bien la grande bifurcation vers un nouveau type de développement auto centré, respectueux de la nature, strictement limité aux besoins humains.

La crise climatique

La crise climatique bouleverse de façon désormais irréversible notre écosystème et met en péril les conditions de vie de notre espèce. La question du dérèglement climatique est également celle qui va engendrer d'autres crises partout sur la planète : crise de l'eau, crise alimentaire, etc. vont entraîner conflits et crises migratoires. Tout ceci impose que nous engagions de toute urgence la bifurcation écologique.

La crise de l'énergie

La « crise de l'énergie » est en fait une crise de spéculation sur le prix des ressources énergétiques, opérée par des traders internationaux. À cela s'ajoute la crise que traverse EDF, mise à mal par les politiques gouvernementales qui l'obligent à vendre à perte une partie de sa production et par l'indisponibilité de nombreux réacteurs nucléaires. Seconde

façade maritime du monde, la France serait normalement en capacité d'assurer son indépendance énergétique pour peu que la volonté politique choisisse de multiplier les investissements en éoliennes « off-shore », en hydroliennes et autres sources d'énergies renouvelables pour assurer une réelle souveraineté et sécurité.

Il nous faut donc revenir à un véritable service public de l'énergie (gaz, électricité) et de l'eau, pour assurer l'accès égal à ces besoins premiers, notamment en déclarant la gratuité des premières unités de chacun de ces trois biens communs.

Le « bouclier tarifaire » n'est pas une solution pérenne. Cela coûte lourdement au contribuable (24 milliards d'euros), en particulier aux plus pauvres qui consacrent une grosse part de leurs maigres revenus au paiement de la TVA et des lourdes taxes spécifiques sur les produits énergétiques. Pendant ce temps, le Gouvernement continue d'engraisser honteusement les actionnaires des entreprises concernées dont les « supers profits » ne sont pas remis en cause, ni taxés.

La crise économique et sociale

L'inflation grimpe, entre 7 et 10 % cette année notamment pour les produits de première nécessité et un pouvoir d'achat des salariés qui a chuté de 3 % en un an. Macron se garde bien de remettre en vigueur l'échelle mobile des salaires. Il préfère les boucliers tarifaires et les primes plus ou moins aléatoires. Ces primes (d'activité, de partage de la valeur, etc.) sont un manque de recettes considérables pour les caisses de retraite et de protection sociale et contribuent donc à les fragiliser, ce qui est d'ailleurs l'objectif. On peut ajouter l'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires, la moindre rémunération des heures supplémentaires, la revalorisation ridicule de 3,5% de l'indice des fonctionnaires, longtemps gelé, un Smic indexé mais toujours insuffisant, des grilles salariales avec des indices de base inférieurs au Smic constituant ainsi des trappes à bas salaires, etc.

Nous refusons ce délitement du modèle républicain français basé sur la solidarité collective et la responsabilité sociale des entreprises.

Ce n'est pas en pointant les allocataires du doigt, comme le fait la droite, que la France pourra retrouver une dynamique industrielle non productiviste pourtant indispensable pour prendre le grand tournant écosocialiste.

Notre camp doit travailler à sa propre cohésion et à la clarté de son discours en évitant tout confusionnisme avec celui de la droite, voire de l'extrême droite.

L'indivisibilité de la République Française mise en danger

Elisabeth Borne a déclaré que « son Gouvernement poursuivra la logique de différenciation partout où elle répond aux attentes ». Il s'agit d'attribuer des compétences différentes exercées par une même catégorie de collectivités territoriales créant ainsi, de facto, une rupture d'égalité au sein de la communauté nationale.

L'objectif est de changer l'architecture institutionnelle de la France, au nom d'une prétendue efficacité du fonctionnement des pouvoirs publics, sur le modèle du privé. La politique dite « de différenciation » est en fait un des moyens mis en œuvre par les partisans d'une vision néo-libérale de la société, qui s'y attachent depuis des décennies. Elle conduit inévitablement à la disparition du principe républicain « l'égalité en droit ». Le Parti de Gauche proclame son opposition aux principes de subsidiarité et de différenciation qui visent à s'attaquer aux services publics pour les soumettre aux lois du marché. Il réaffirme son soutien aux principes de la République, qui ont pour objectif la

poursuite de l'intérêt général, seul moyen de faire face aux enjeux démocratiques, économiques, sociaux et écologiques de notre époque.

Situation internationale

Nous constatons une hausse des mobilisations contre l'augmentation du prix de l'énergie et de la vie chère. La situation économique et politique devient explosive et notamment dans les Comores. En Haïti, pays sans État, livré à la guerre des gangs, la majorité de la population demande la démission du Premier ministre. Ces scènes de contestation, nous les retrouvons également dans une partie de l'Europe comme en Croatie, en Serbie, en Allemagne, en Grèce...

Cet été, la Grande-Bretagne aura connu un mouvement social sans équivalent depuis les années Thatcher. Ces mobilisations pour la hausse des salaires et contre l'inflation sont aussi un rejet de la précarisation, de la multiplication des petits contrats et de la dégradation des conditions de travail. Cela a été massif dans de nombreux secteurs dont à plus de 80 % dans les transports et à plus de 98 % à la Poste.

Les mots d'ordre « Don't Pay » ou « Enough is enough », ont été relayés massivement dans des pétitions. Elles ont conduit à faire émerger d'autres revendications pour des logements dignes et décents, la fin de la pauvreté alimentaire, des impôts sur les grandes fortunes. Ces luttes de la classe laborieuse britannique prouvent que lorsqu'il y a organisation de la combativité, il est possible d'ébranler le système.

En Europe un parti fasciste est désormais au pouvoir en Suède ainsi qu'en Italie. Les différents Gouvernements technocratiques libéraux des dernières décennies, ont eu raison de la représentation populaire en Italie. La gauche s'est éparpillée et est difficilement audible. Dans un contexte de forte abstention et malgré une belle campagne, tout reste à faire pour le mouvement « Unione Popolare » dont le programme est très proche du nôtre et dont le chef de file est Luigi Magistris (ancien maire de Naples).

Le 4 septembre au Chili, les électeurs et électrices ont finalement décidé de ne pas approuver le projet de nouvelle constitution. C'est une défaite pour le camp social qui se mobilise depuis 2019 au Chili, d'autant que ce projet portait des avancées majeures comme le droit à l'avortement, l'accès à l'eau potable ou encore le respect des droits des peuples originels. Cette campagne fournit de nombreux enseignements pour celles et ceux à travers le monde qui luttent pour la réappropriation par le peuple de son destin politique à travers les processus constituants. La droite et l'extrême droite, main dans la main, ont été les promotrices de fake news et de mensonges sur l'Assemblée constituante et sur le texte constitutionnel, propagés dans les mêmes médias qu'ils détiennent. Mais cet échec doit aussi nous interroger sur l'implication des citoyens en amont de la rédaction du texte et la représentativité des constituants.

Au Proche Orient cela fait 74 ans que les Palestinien·nes vivent la colonisation, ou l'expulsion. Cela fait 15 ans que Gaza (bande de 360 km pour 2 millions d'habitants) vit sous blocus terrestre, maritime et aérien. Malgré quelques voix dénonçant l'occupation, la société israélienne est de plus en plus radicalisée. L'Union Européenne doit suspendre les accords d'association et de coopération avec Israël tant qu'il y a l'occupation et la France doit reconnaître l'État de Palestine, déjà reconnu par 140 pays. La campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanction) est aujourd'hui l'outil le plus efficace pour faire plier Israël. C'est à cette campagne (populaire et pacifique) que les Palestinien·ne·s

invitent les citoyen·nes du monde pour leur venir en soutien. Le Parti de Gauche est partie prenante de la campagne Initiative Citoyenne Européenne.

En Iran, les femmes ont pris la tête des manifestations après le tabassage à mort de Masha Amini. Le slogan « Jin, Jiyan, Azadî » (Femmes, Vie, Liberté) est un slogan kurde repris dans la totalité du pays. Le Parti de Gauche apporte tout son soutien aux manifestant·es qui bravent la brutalité du régime des Mollahs et qui portent les revendications universelles pour la liberté à disposer de son corps et de sa vie.

Au Brésil, les élections présidentielles, législatives et gubernatoriales du 2 octobre dernier ont montré que l'extrême droite se maintient plus forte que prévu, poursuivant la déstabilisation de l'État de droit, des principes démocratiques et de solidarité dans un pays ravagé par 4 ans de dégouvernement. La victoire de Lula le 30 octobre prochain est possible et c'est une urgence mondiale.

2. Le Parti de Gauche réaffirme son identité et son rôle politique

Les Insoumis·es et la Gauche ont gagné des positions institutionnelles. Une machine électorale a été construite autour de la France insoumise et a remporté d'indéniables succès. Mais, au-delà des élections et dans la permanence du quotidien, la France insoumise n'a pas encore réussi à construire un mouvement populaire de masse, attractif et ouvert, pour unifier les luttes sociales, écologiques, de désobéissance civique, pour gagner une hégémonie culturelle dans le pays et faire la révolution citoyenne, avec la Constituante et la 6e République.

Des divergences politiques existent entre militant·es, elles doivent être traitées sous l'angle du respect mutuel et c'est par la discussion et l'action en commun que les rapprochements s'opéreront.

La recherche des convergences des points de vue et de luttes fait les victoires. L'enjeu majeur pour la gauche aujourd'hui est de reconstruire des ponts avec un objectif commun : une culture politique et une stratégie de prise de pouvoir partagées pour rendre crédible une alternative majoritaire.

De plus, toutes les formes d'organisations ont leur place dans la bataille idéologique qui nous oppose à la droite et l'extrême droite. Chacune a sa légitimité.

L'organisation politique est un cadre où l'on accumule une expérience de formation et de luttes ; c'est l'espace de débats et de réflexions où on élabore, où on agit ensemble en toute démocratie. La formule de Lénine « le parti est un intellectuel collectif » prend alors tout son sens.

Le mouvement populaire agit avec l'éclairage, l'expérience des organisations politiques qui sont disposées à accompagner les actions dans un rapport loyal.

La gauche radicale du XXI^e siècle doit dépasser l'injonction écrasante à la Realpolitik sans sombrer dans l'idéalisme ou l'utopisme abstrait. Ce rôle nous l'assignons clairement à la forme partisane, la plus à même de forger une idéologie en phase avec son temps et capable de se projeter dans des actions marquantes. La forme mouvement restant essentielle pour la mobilisation populaire.

Nous devons absolument combattre toute tentative du piège de la construction d'une gauche « raisonnable » qui serait seule « capable de gouverner » ! On l'a vue à l'œuvre : elle nous a amené Macron et son cortège de violences sociales et politiques. C'est en restant fermes sur nos principes, en les défendant de façon argumentée que nous réussirons à bâtir les conditions d'une alternative politique nécessaire.

Le Parti de gauche dans la LFI et la NUPES

Le Parti de Gauche est un parti démocratique. Impliquant chaque militant·e dans son fonctionnement, il construit et interroge régulièrement sa ligne politique sans dogmatisme et en tenant compte des réalités. Il a un discours clair et des principes. Il a une fonction tribunitienne et de formation aux pratiques militantes de terrain comme aux bases historiques, sociologiques et politiques des processus révolutionnaires, formation qui doit pouvoir bénéficier aux Insoumis·es en complément des formations plus ponctuelles de la NUPES.

Si le Parti de Gauche connaît une situation paradoxale avec des difficultés de positionnement dans et aux côtés de la France insoumise, il connaît aussi une nouvelle attractivité, comme le montrent les nombreuses nouvelles adhésions. Cela correspond à une aspiration à un cadre structuré de réflexion et d'action.

Lors de notre dernier Congrès en 2021, nous appelions de nos vœux le renforcement de « l'implication du Parti de Gauche dans les espaces, les instances et les processus délibératifs et programmatiques du mouvement La France insoumise ». Cela ne s'est pas produit.

Il nous faut donc identifier les domaines que nous pouvons investir pour produire et publier des analyses politiques, mais aussi réfléchir comment nous pouvons interagir dans et avec la France insoumise d'une part et, d'autre part, renforcer le Parti de Gauche comme composante incontournable de la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale.

Un lien structuré avec le groupe parlementaire, et spécifiquement ses 23 député·es PG, semble indispensable. Nous devons garder une indépendance critique vis-à-vis de nos partenaires. Nous avons des divergences avec des partis de la NUPES. S'il est important de rappeler nos convergences à travers les 650 mesures du programme électoral des législatives, nous devons aussi être vigilant·es et exigeant·es sur les pratiques locales et positions nationales des organisations qui la composent.

Le Parti de Gauche a identifié 4 grands chantiers

Le programme

Les enjeux pour l'humanité insérée dans le monde du vivant sont d'articuler les questions sociales, écologiques et démocratiques. Le Parti de Gauche travaille cette problématique depuis douze ans sous la forme d'un « Manifeste pour l'écosocialisme », traduit en dix langues, réactualisé régulièrement en le confrontant aux programmes et déclarations d'autres organisations du mouvement social. Nous constatons que les programmes successifs de la France insoumise, de l'Union Populaire puis de la NUPES ont une moindre radicalité que notre programme. Ce dernier mérite donc une réaffirmation en vue du prochain Congrès.

La présence sur l'ensemble du territoire

La carte électorale montre que nous avons des « trous dans la raquette ». Les résultats électoraux montrent que les axes de communication politiques de la France insoumise ne répondent pas aux inquiétudes des habitants des territoires péri-urbains et ruraux. Il ne s'agit pas simplement d'intervenir dans la « diagonale du vide » à l'extérieur des métropoles et en ruralité. Il faut y cibler un message et organiser une intervention liée à l'histoire du territoire et à ses structures sociales.

Le Parti de Gauche s'engage dans cette démarche militante de reconquête territoriale.

Les luttes

Elles ont une place centrale dans la transformation radicale de la société. Les partis doivent y être aux côtés des travailleur·euses, des citoyen·nes mobilisé·es, des syndicats, des associations. Ils sont là pour aider à populariser et politiser les enjeux de la lutte. Les additions de savoir-faire et d'énergies sont des multiplicateurs favorables aux rapports de force.

La destruction annoncée du système général des retraites, des Unedic et de l'assurance chômage dans son ensemble sont des attaques concrètes au système de solidarité, à notre modèle de sécurité sociale et un énième engrenage néolibéral engagé par le Gouvernement Macron. Ces batailles sont donc centrales.

La formation

Nous n'inventons pas la Gauche mais nous nous situons dans un courant de pensée qui préexiste, en l'adaptant aux enjeux de notre époque, celui de la rupture avec le capitalisme. Nous devons connaître les principes qui nous animent, comprendre l'histoire et le monde pour proposer des solutions contemporaines de gauche. Il faut donc se former et former. Certaines associations comme Attac le font, les partis politiques le font, les collectifs thématiques, les intellectuel·les contribuent à la formation de toutes et tous. La demande est forte, et elle peut être complémentaire avec d'autres initiatives (« école de la NUPES »). Le Parti de Gauche va mettre prochainement en place une école des responsables et des militant·es.

Les affaires de Violences Sexuelles et Sexistes qui secouent la France insoumise et la NUPES de façon plus large nous alertent également sur la nécessité de former les camarades sur ces questions. Cela démontre la nécessité de poursuivre notre réflexion approfondie et d'un cadre d'action permettant des réponses justes dans le respect des victimes et des droits de la défense. Le Parti de Gauche est intransigeant sur ces questions, et réaffirme son soutien aux victimes.

Conclusion

L'heure est donc à la responsabilité, à l'union populaire et au rassemblement.

Les mouvements fédèrent, enclenchent, impulsent ; les partis qui en sont une des composantes, les co-animent, partagent et mettent à l'épreuve leurs fondamentaux, leur culture et leur propre organisation. Tout doit être fait pour impulser mouvements et débats. L'articulation entre mouvement social, syndicats et organisations politiques est un impératif urgent.

Le Parti de Gauche sera de toutes les initiatives qui iront dans ce sens.

La marche du 16 octobre concentre les enjeux. Pour assurer sa pleine réussite, le Parti de Gauche mettra tout en œuvre pour convaincre le maximum d'organisations à y prendre leur place.